



Conférence générale

30e session
Document d'information

Генеральная конференция

30-я сессия
Информационный документ

inf

Paris 1999

General Conference

30th Session
Information document

المؤتمر العام

الدورة الثلاثون
وثيقة إعلامية

Conferencia General

30ª reunión
Documento de información

大会

第三十届会议
资料性文件

30 C/INF.50; DG/99/1/KM

29 novembre 1999

Original anglais/français/espagnol

Allocution prononcée

par

M. Koïchiro MATSUURA

à l'occasion de son installation
dans les fonctions de Directeur général
de l'Organisation des Nations Unies
pour l'éducation, la science et la culture

Paris, 15 novembre 1999

Madame la Présidente de la Conférence générale,
Monsieur le Président du Conseil exécutif,
Mesdames et Messieurs les chefs de délégation,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,
Chers collègues et amis,

Monter à cette tribune devant vous tous aujourd'hui, après tant d'illustres prédécesseurs, représente, sans aucun doute, un immense honneur. Je vous remercie du fond du coeur de m'avoir ainsi exprimé votre confiance et vos espoirs. A mon tour, durant les six années à venir, de m'en montrer aussi digne que possible, et d'en prendre l'engagement solennel au sein de cette éminente assemblée.

J'ai conscience, devant vous, de l'imposante responsabilité que vous me confiez, de l'envergure de cette tâche collective que nous ne pourrons accomplir qu'en commun. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture a eu en effet pour mission de réunir, depuis plus d'un demi-siècle, les meilleures volontés, les compétences les plus généreuses, les imaginations les plus vives - mais toujours en fonction du possible, du réalisable, du faisable : à la mesure de nos ressources, de nos moyens d'action, de notre dévouement aussi, au service urgent des habitants de notre monde. Oui, nous devons faire tout notre possible - car le monde n'en attend pas moins : pour aider à garantir l'épanouissement de chacun, dans le respect de tous. Là réside le vrai gage de la paix, ladite "sagesse des Nations". Telle vision - la vôtre, la nôtre - aura été celle de l'UNESCO de 1946 à nos jours.

C'est cette vision que j'ai voulu faire mienne. Permettez-moi, ici, une note personnelle. Car ce fut la vision du monde que j'ai apprise comme enfant au Japon, témoin des dernières années du conflit qui a meurtri, terrible entre tous, le milieu de ce siècle qui s'éteint. J'étais petit garçon dans le district de Yamaguchi, à deux heures de route de Hiroshima, sous les bombes incendiaires. J'y ai vu pleuvoir la peur, la mort et le deuil. Pas loin de nous, éclata, deux fois, la fulgurance nucléaire. Par bonheur pour l'humanité, cette trop vive lumière ne s'est pas renouvelée jusqu'en cette fin de siècle : pas, du moins, au-dessus de la tête des vivants. Mais sommes-nous si sûrs de ne plus jamais la revoir ? Trois ans après la fin de la guerre, je me souviens encore de ma première visite à Tokyo : des abords du Palais Impérial, dressé encore intact au centre de notre capitale, mon regard portait jusqu'à la banlieue lointaine - car les immeubles, tout à l'entour, n'étaient plus que gravats !

Ainsi m'apparut, en une leçon d'horreur presque trop évidente, la conséquence bien visible d'une longue politique militariste et dévoyée. Pour ceux qui ont survécu à pareille épreuve, croyez-moi, les mots de paix ; de recherche obstinée de la tolérance ; de désarmement universel ; d'effort pour canaliser le potentiel humain au service de l'éducation, de la science, de la communication, de la culture : de tels mots, dis-je, ne sauraient être, nullement, des sons creux.

Pour ceux qui grandirent dans le Japon d'après-guerre, dans les dures conditions de disette et de dénuement matériel qui suivirent tant d'années sous les armes, la paix devint un enjeu vital. Contrit au regard de sa part de responsabilité dans le déclenchement des événements sanglants de la première moitié du siècle, notre pays renonçait à jamais, dans sa Constitution, au recours à la force armée, pour s'engager à oeuvrer en faveur de la "coopération pacifique avec toutes les nations". Le document fondateur du nouveau Japon reconnaissait notamment "le droit de tous les peuples du monde à vivre en paix, à l'abri de la

peur et du besoin", pour affirmer plus loin encore, et avec force : "les lois de la morale politique sont universelles".

Or, l'année même où nous tournions ainsi le dos à la guerre, naissaient les Nations Unies. Nos différents penseurs politiques, même en appartenant aux courants les plus divers, ne manquaient pas de noter la saisissante convergence entre les articles de notre nouvelle Constitution, et les propres termes de la Charte des Nations Unies. En novembre 1946, l'Acte constitutif de l'UNESCO se proposait "de contribuer au maintien de la paix et de la sécurité en resserrant, par l'éducation, la science et la culture, la collaboration entre nations, afin d'assurer le respect universel de la justice, de la loi, des droits de l'homme et des libertés fondamentales".

Aussi, jeune adulte, optai-je pour le service diplomatique de mon pays. A mes yeux, c'était là déjà contribuer à la cause de la paix entre toutes les nations. Je n'ai vu d'ailleurs qu'une continuité logique, voire essentielle, entre ce qui fut mon engagement pour la paix dans un cadre national, et mes nouvelles fonctions aujourd'hui, sous des auspices internationales. L'UNESCO prolonge, poursuit, couronne même une carrière vouée tout entière à l'entente des peuples.

C'est en tant qu'étudiant aux Etats-Unis, puis en mission diplomatique à travers cinq continents, que j'ai appris la culture de l'autre, à la rencontre amicale de l'autre. Il y va ici de ma conviction profonde : apprendre la culture de l'autre, en restant à son écoute, c'est dissiper la haine et la méfiance, aider à bâtir la paix. Seule d'ailleurs pareille ouverture d'esprit permet à chacun de percevoir les vrais ressorts de sa civilisation propre, à l'éclairage essentiel de la comparaison, du contact. Toutes les cultures vivantes sont mouvantes et s'influencent mutuellement. "Nul être humain n'est une île", dit le proverbe anglais, *no man is an island*.

Oserai-je ici un paradoxe ? Il n'est pas d'île non plus, et certes pas la mienne, qui saurait se contenter désormais de n'être qu'une île ! Car aujourd'hui, *noisland is an island* ! Arnold Toynbee l'a souligné : même au faite de sa puissance impériale, l'histoire de la Grande-Bretagne ne se conçoit qu'à la lumière de toutes les influences culturelles qu'elle a reçues, au cours des siècles, du continent voisin - à commencer par l'éclairage de la Grèce si puissamment réfracté par Rome. Nos îles japonaises, elles aussi, se sont nourries, à leur manière, des apports de la Corée, de la Chine, de l'Inde, voire même de l'Iran et de l'Asie hellénisée lointaine - puis, plus récemment de l'Europe et enfin des Etats-Unis. Or, à peine le contact rétabli entre nos îles et le reste du monde, avec l'ère Meiji, ce fut au tour du Japon d'influencer aussitôt, en l'espace de quelques années, et en profondeur, par l'oeuvre de ses grands artistes récents, l'esthétique occidentale, à l'heure glorieuse de l'impressionnisme et de l'Ecole de Paris - en attendant de jouer aujourd'hui son rôle politique, économique, scientifique et culturel, dans le concert indissociable, et universel, des nations.

Cette idée de l'enrichissement mutuel incessant de toutes les cultures humaines, à travers leur unité spirituelle et morale profonde, je n'ai pu que m'en persuader chaque jour davantage tout au long de ma carrière diplomatique. La notion d'une solidarité humaine forgée à travers les échanges sous-tend notre institution, et mon illustre prédécesseur René Maheu sut l'exprimer, en 1968, en des mots demeurés poignants : "s'ouvrir sans réserve à l'universel humain, c'est accéder à toute la richesse du monde et de l'histoire, c'est aussi s'épuiser dans un effort de tous les instants pour se dépasser soi-même".

Or telle unité peut même se voir en face, si l'on ose dire. L'une des rencontres les plus bouleversantes de mon existence fut d'apercevoir, en mars dernier, au centre de recherches du Musée national d'Ethiopie à Addis-Abeba, les ossements de notre mère à tous, "Lucy", qui

vécut il y a quelque trois millions deux cents ans. Ses restes pourraient être ceux du plus ancien hominidé connu. Elle appartenait à l'espèce dite Australopithèque. Nous serions tous de lointains descendants de Lucy. A travers elle, nous nous reconnaissons comme membres d'une unique famille. Les enfants de Lucy ont essaimé sur tous les continents : d'Afrique en Europe, et d'Asie jusqu'aux Amériques.

Le patrimoine des descendants de Lucy est certes fort riche : c'est celui de nos diverses cultures, et de nos langues aussi, si nombreuses - et qu'il est du mandat de l'UNESCO d'aider à sauvegarder, au même titre que nos monuments et oeuvres d'art, comme autant de trésors inestimables de la mémoire humaine.

Grand poète de l'Islam, Sa'dî de Shîrâz, il y a près de huit siècles, avait déjà pressenti, il est vrai, l'unité indivisible de notre espèce, en ces vers magnifiques : "tous les êtres humains ne forment qu'un être ; qui touche à l'un de ses membres me touche - et s'il le blesse, il me blesse".

Car l'héritage de Lucy recèle aussi sa vaste part d'ombre.

Notre mère lointaine aurait-elle jamais pu s'imaginer pareil nombre de descendants ? Le 12 octobre dernier, notre population mondiale dépassait les six milliards d'individus, répartis entre quelque 200 Etats : et bien des malaises restent évidents.

Un demi-siècle après la création de l'UNESCO, aux lendemains du conflit mondial quand régnait l'espoir de ne plus jamais voir resurgir pareille tuerie, force nous est de constater combien la postérité de Lucy continue de se battre. Le cauchemar de la Guerre Froide s'est heureusement dissipé, mais pas celui de tant de guerres locales ou civiles, où l'intolérance le dispute, comme toujours, à la haine - pour des motifs territoriaux, ethniques, voire religieux : et cela, avec des arsenaux souvent proprement terrifiants.

Dans le domaine des sciences, les percées incontestables de la recherche médicale ont cependant brouillé bon nombre de points de repère éthiques. La manipulation génétique inquiète. De nouvelles épidémies comme le sida, en ravageant des contrées entières à la manière des grandes pestes du passé, défient toujours les efforts de nos laboratoires. Ces maladies frappent surtout les populations les plus pauvres, car les investissements en remèdes coûteux, peu commercialisables, restent hélas encore hésitants. Enfin, comment ne pas évoquer les bouleversements prodigieux dans les champs de l'informatique et des télécommunications, sans en même temps s'inquiéter du fossé grandissant entre les nouveaux scribes qui maîtrisent ces outils raffinés - et la masse de ceux devenus en quelque sorte, à cet égard, comme les nouveaux analphabètes d'aujourd'hui ?

Madame la Présidente,
Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

Le gouffre de la pauvreté est loin de s'être refermé ; dans l'économie mondialisée actuelle, l'abîme qui sépare ceux qui possèdent de ceux qui n'ont rien n'est pas simplement le phénomène géographique défini en termes de "Nord" et de "Sud" si souvent décrit. Une faille qui va s'élargissant entre quelques riches et de nombreux pauvres divise de nombreuses sociétés de ce qu'on appelle "le Sud", tandis que le spectre du chômage est revenu hanter un grand nombre des plus fières nations industrialisées de ce que l'on a coutume de nommer "le Nord", portant atteinte au sentiment de leur dignité d'innombrables travailleurs au nom de la logique économique.

Mais les deux tiers de la population mondiale vivent dans les pays prétendument en développement du "Sud". Un tiers de cette population est composée d'enfants âgés de moins de 15 ans et les tendances démographiques laissent présager une proportion encore plus élevée de jeunes au sein de la prochaine génération, s'accompagnant d'une montée en flèche des besoins en matière d'éducation. Certains de ces Etats, à n'en pas douter, sont effectivement en développement, encore que l'on y constate, sur le plan social, des écarts criants. Mais d'autres, semble-t-il, ne parviennent pas à maintenir le cap : ils retombent dans l'extrême pauvreté du fait de catastrophes naturelles ou d'origine humaine et se voient contraints à dépendre interminablement de l'aide internationale - à seules fins, non de se développer, mais de survivre.

Cependant, aux yeux de l'autre tiers de la population mondiale, cette misère revêt souvent un caractère presque irréel, se présentant uniquement sous la forme d'images virtuelles traversant périodiquement, et brièvement, les écrans de télévision. Pour certains, les pays plus pauvres apparaissent seulement comme autant de possibilités de délocaliser leurs industries vers des gisements de main-d'oeuvre moins chère, ou comme des décharges de produits polluants interdits par conséquent chez eux. Mais d'autres voient dans ces pays une sombre menace, une source d'immigration incontrôlée susceptible de s'accaparer les emplois locaux, d'où la résurgence de hideuses poussées de racisme.

Enfin, les craintes concernant l'avenir même de notre planète fortement peuplée persistent. Nous ne parviendrons peut-être jamais à reconstituer les richesses naturelles que nous contribuons à épuiser quotidiennement, pas plus qu'à restituer leur propreté aux vastes masses d'eau que nous polluons en tuant, ce faisant, d'innombrables formes de vie marine. L'une de nos tâches les plus pressantes est de préserver ce que le monde compte de plus précieux aujourd'hui tout en veillant à la satisfaction des besoins humains de demain. Le développement durable, qui doit nous permettre de transmettre aux générations futures un monde doté de ressources suffisantes et renouvelables ainsi que d'un potentiel humain intact, est devenu, dans une large mesure, le point le plus important à l'ordre du jour.

Certes, il ne faudrait pas donner de notre monde une image trop sombre. Depuis 1946, beaucoup de progrès ont été réalisés. Ceux qui ont créé l'UNESCO se sont révélés des prophètes lorsqu'ils ont prévu que les fondements de notre organisation mondiale deviendraient de plus en plus démocratiques, c'est-à-dire que l'Organisation incarnerait "l'idéal démocratique de dignité, d'égalité et de respect de la personne humaine" énoncé dans son Acte constitutif.

Aux yeux de pratiquement presque tous les êtres humains, certains principes en matière de dignité humaine sont presque devenus des concepts universels. Du moins savons-nous que l'évocation permanente d'idéaux peut, à terme, imposer et susciter des efforts tendant à leur respect. Malgré certains manquements locaux qu'il faut continuer à condamner résolument, la reconnaissance de l'égalité réelle de tous les êtres humains devant la loi, sans distinction de couleur, de race, de sexe ou de religion n'est plus en général contestée, du moins pas explicitement. Les Etats membres se sont multipliés parce que des peuples entiers sont devenus indépendants et les gouvernements membres savent l'importance qu'il y a à accorder une attention accrue aux gouvernés. En réunissant des représentants de gouvernements qui doivent eux-mêmes rendre des comptes à leurs citoyens, l'UNESCO, à son tour, devient toujours plus responsable à l'égard des sociétés civiles du monde entier, c'est-à-dire de l'ensemble de la famille humaine. Et c'est cette responsabilité morale que l'UNESCO souhaite assumer.

* * *

On a pris l'habitude d'insister sur le fait que nous sommes en train de quitter un siècle, en fait un millénaire, pour entrer dans un autre, comme si un simple changement de chiffres pouvait avoir une quelconque incidence sur nos vies. Certes, l'esprit aime à s'appuyer sur ce genre de repères temporels. Il est par ailleurs vrai qu'au début du XXe siècle, la sagesse humaine de l'époque, aveuglée par sa propre réussite, croyait que la marche du progrès scientifique et technique contribuerait presque automatiquement au bonheur de l'humanité et à l'épanouissement des qualités morales ; au milieu du siècle cependant, lorsque l'UNESCO a été créée, on était d'un avis beaucoup plus mesuré, car on avait tragiquement pris conscience de la capacité de l'être humain d'accomplir le meilleur comme le pire.

Aujourd'hui, alors que le XXe siècle touche à sa fin, nous devons avant tout faire preuve de vigilance et de prudence. Nous pressentons tout ce que la technologie a à offrir, mais nous savons pertinemment combien notre sens moral doit rester en éveil. Il est également vrai que, nous tous qui sommes rassemblés ici, à l'UNESCO, après avoir soupiré de soulagement à la fin de la guerre froide, lorsqu'a disparu le carcan rigide qu'elle imposait, savons que nous nous trouvons à un nouveau tournant important de l'histoire, qui n'est pas, curieusement, sans rappeler celui qu'ont connu nos pères fondateurs à la fin de la seconde guerre mondiale. Nous constatons en effet que les affaires internationales sont désormais empreintes de moins de rigidité, des choix nouveaux s'ouvrant une fois encore à nous - mais nous sommes également confrontés à l'incertitude et au risque.

Le monde de 1946 était déjà loin d'être parfait et il reste aujourd'hui loin de l'être. Mais ce que l'UNESCO a alors offert, et continue d'offrir à ce jour, était un "facteur d'espoir", pour reprendre les termes de Julian Huxley. Le premier Directeur général de l'UNESCO voyait dans la création de l'Organisation une "étape majeure dans l'unification spirituelle de l'humanité".

Si l'UNESCO constitue un tel facteur d'espoir, c'est parce qu'elle est la seule organisation internationale qui, par tous ses programmes, respecte et défend ce qui, dans le patrimoine culturel et spirituel de toutes les cultures, a valeur universelle et représente la dignité universelle, et par conséquent respecte et défend la dignité absolue de tous les êtres humains eux-mêmes. Le respect pour la dignité individuelle est en effet l'un des grands principes de l'UNESCO. La mondialisation a en réalité commencé il y a bien plus de cinq cents ans, elle a en effet constamment progressé à mesure que l'humanité acquérait une maîtrise toujours plus grande de la navigation sur tous les océans du monde. Mais nous assistons actuellement à une spectaculaire accélération de la mondialisation, qui représente par conséquent un défi à l'échelle planétaire et exige également une réponse à l'échelle planétaire. Il convient cependant d'y apporter une réponse qui respecte dûment la diversité et l'identité culturelles, cette inestimable composante individuelle qui fait la véritable dignité de nos nombreux peuples.

Mais l'UNESCO ne peut continuer à offrir au monde un tel espoir et une telle défense que si elle s'avère un instrument mondial approprié. L'Organisation n'est pas une fin en soi. Elle est un organisme mondial de services ou, si vous préférez, un outil à la fois délicat, extrêmement complexe et précieux. L'humanité pourrait en profiter d'autant mieux si tous les Etats - et tous les peuples - du monde convenaient une fois encore d'en faire bon usage et de contribuer ainsi à son efficacité et à son universalité. L'UNESCO doit une fois de plus représenter le monde entier, sans aucune exception. Je m'engage à n'épargner aucun effort, au cours de mon mandat, pour persuader ceux qui seraient encore en dehors de l'Organisation d'y revenir ou d'y adhérer.

Mais des critiques, qui ne sont pas toutes injustifiées, se sont élevées à l'encontre de ce remarquable instrument et il convient de pallier les carences qui ont été constatées. La bonne

gestion n'est pas non plus une fin en soi, mais un devoir : il s'agit de faire en sorte que notre organisation s'acquitte pleinement de la grande tâche qui lui incombe en sa qualité de véritable service mondial, et qu'elle en soit responsable et comptable envers le monde et envers les contribuables du monde entier.

Nos ressources ne sont par conséquent pas illimitées et nous ne devrions pas les éparpiller à l'excès. Je propose de rationaliser nos activités dans les limites de nos budgets et de nous concentrer sur les programmes qui relèvent véritablement de notre mandat - non pas au nom d'une austérité de bon ton, mais pour avoir un impact réel là où nous pouvons le mieux y parvenir et là où nous devons vraiment apporter les services nécessaires, c'est-à-dire dans la guerre permanente que nous livrons contre la pauvreté par le biais de l'éducation et de la formation des ressources humaines.

Nous avons pour tâche de favoriser le développement au nom des êtres humains et certainement pas l'inverse ! Je suggère de poursuivre ceux de nos programmes dont la conception est la plus orientée vers l'action, en coopération avec des institutions, des scientifiques et des spécialistes éminents du monde entier, conformément aux quatre grandes orientations de l'Organisation, à savoir l'éducation, la science, la culture et la communication.

L'UNESCO constitue un paradoxe exaltant. Elle ne peut pas devenir un simple club d'intellectuels, mais doit servir de lieu privilégié d'échanges intellectuels à l'échelle internationale. Elle ne saurait prétendre être un établissement de recherche, mais doit être au courant de ses progrès et la stimuler. Ce n'est pas non plus une institution opérationnelle, mais elle doit pourtant veiller à ce que l'éthique mondiale de paix, de justice et de solidarité par le biais de la coopération internationale dans les domaines de l'éducation, de la science, de la culture et de la communication soit à la fois moralement observée et appliquée de manière tangible. Enfin, l'UNESCO n'est pas un organisme de financement, bien qu'elle doive fournir des crédits jouant le rôle de catalyseurs en vue de l'obtention d'autres financements afin de démontrer que les idéaux ne prennent corps que dans l'action.

J'aurai l'occasion d'aborder de manière assez détaillée les modalités pratiques de gestion de l'Organisation et autres questions connexes, aussi bien devant le Conseil exécutif que devant tous les délégués auprès de l'UNESCO réunis, car tous les membres de l'Organisation doivent être étroitement associés au traitement de ces questions. Il nous faut améliorer la coordination, et en fait la coopération harmonieuse entre les trois composantes essentielles de l'Organisation, à savoir le Secrétariat, le Conseil exécutif et la Conférence générale. Je pourrais ajouter que j'aurai notamment à cœur de pleinement revitaliser le Secrétariat qui est l'atout le plus précieux de l'UNESCO.

D'ailleurs le principe de gouvernance participative que l'UNESCO préconise sur le plan international devrait aussi être mis en pratique au sein de l'Organisation : en améliorant son propre environnement de travail, pour exploiter au mieux la somme de connaissances, d'expériences et d'enthousiasme que chaque fonctionnaire du Secrétariat porte en lui-même.

Par-delà les gouvernements, l'UNESCO doit aussi être en rapport et dialoguer avec les représentants de la société civile, comme les grandes ONG. L'UNESCO doit accélérer les réformes structurelles et mettre l'accent sur l'efficacité et la transparence de sa gestion, car les Etats membres et les peuples du monde n'en attendent pas moins : il s'agit de mieux concevoir et exécuter les nouveaux programmes audacieux qu'il faudra au prochain siècle.

Permettez-moi ici de citer quelques exemples.

L'une des priorités absolues de ma gestion sera de favoriser et de renforcer l'éducation de base partout où c'est nécessaire - compte dûment tenu de la culture locale. L'éducation de base pour les jeunes enfants, garçons ou filles, est la clé de leur avenir, elle seule leur permet d'espérer un emploi, un moyen de gagner leur vie et une émancipation sociale. C'est aussi la première étape indispensable vers une démocratisation de l'enseignement supérieur ou de l'enseignement professionnel. L'éducation de base est en fait le véritable moteur d'un développement durable dans le monde. Tout au long de mon mandat, je m'efforcerai par tous les moyens de soutenir cette action en faveur de l'éducation de base.

Celle-ci en outre prépare les esprits à la compréhension mutuelle, en inculquant deux notions fondamentales - pratiquer la tolérance, et son corollaire, "apprendre à vivre ensemble" - grâce auxquelles chacun peut s'enrichir en glanant dans le pluralisme culturel.

Une autre priorité sera la science, considérée globalement dans ses rapports avec le développement et le destin de l'humanité tout entière, mais aussi dans l'analyse des nombreux défis éthiques qu'elle pose, comme dans le cas, par exemple, du génome humain. L'UNESCO pour sa part doit privilégier les programmes scientifiques grâce auxquels elle peut apporter une contribution vraiment originale, par exemple ceux touchant aux questions écologiques et à la rationalisation de la gestion des ressources naturelles, tout en continuant par ailleurs à promouvoir la coopération internationale et l'échange des savoirs théoriques et pratiques : là encore, l'UNESCO s'emploiera à renforcer et multiplier les liens entre grands centres de recherche scientifique et de technologie, notamment en vue de protéger l'environnement et d'atténuer les effets des catastrophes naturelles.

Mais la science aujourd'hui, c'est aussi les sciences sociales. Il faut prendre la juste mesure et faire une analyse approfondie des changements rapides que connaît le monde et les transformations multiples des relations à l'intérieur et entre les communautés humaines. Par ailleurs, la nécessité d'une justice équitable pour tous, face à l'aggravation des inégalités sociales, des tensions et des conflits, exige un effort éducatif considérable en matière de droits de l'homme et d'éthique : cela aussi est une tâche primordiale de l'UNESCO.

Nous devons en outre continuer à jouer un rôle de premier plan dans le domaine culturel, où l'UNESCO a accumulé une longue expérience. Cela veut dire continuer à préserver le patrimoine mondial, tant artistique que naturel : un aspect essentiel de notre mandat est en effet d'encourager un respect éclairé des grandes réalisations des peuples de la terre entière. Comme je l'ai dit quand j'étais Président du Comité du patrimoine mondial, les monuments de notre passé, de même que les sites naturels, sont autant de points d'ancrage concrets que nous voulons léguer aux générations futures. Pour l'UNESCO, la diversité culturelle, mais aussi l'échange culturel sont en fait des notions jumelles et indissociables : si chacun peut nous apprendre quelque chose, nous pouvons aussi apporter quelque chose à tout le monde. Dans le contexte de la mondialisation aujourd'hui, il est de plus en plus important pour les peuples de protéger leur identité et leur patrimoine culturel, y compris les biens culturels incorporels.

Conserver pieusement ce patrimoine, ce n'est pas seulement s'occuper de sa dimension concrète, des sites naturels ou des monuments du passé, c'est aussi se demander quels savoirs et quelles significations ces richesses matérielles peuvent apporter à notre monde contemporain, c'est donc se pencher sur la question de la créativité moderne. J'ai l'intention d'accentuer l'engagement de l'UNESCO en faveur des expressions culturelles contemporaines, qui nous aidera à comprendre les principaux courants dans le monde aujourd'hui.

Quant à la communication, qui est encore une autre pièce maîtresse du programme de notre Organisation, l'UNESCO doit rester le champion de la libre expression, mais aussi défendre la diversité internationale dans la production et la circulation des biens culturels, tout en travaillant avec zèle à démocratiser et faciliter l'accès à l'information et au savoir sous toutes leurs formes. L'UNESCO s'attaque ainsi franchement au défi mondial que pose l'émergence aujourd'hui d'une société de l'information, avec toutes les conséquences sociales, culturelles et éthiques des médias électroniques. La tâche de l'UNESCO consiste notamment à se pencher sur l'accès très inégalitaire aux sources d'information dans les différents pays du monde.

Dans chacun de ces domaines, l'UNESCO usera de toute son influence et pèsera de tout son poids pour renforcer le rôle et accroître la participation des femmes. L'Organisation doit aussi se pencher de plus près sur les espoirs de la jeunesse : inspirons-nous des évolutions culturelles et des multiples modes d'expression des jeunes d'aujourd'hui si nous voulons que l'UNESCO soit pour eux un modèle.

L'UNESCO doit donc rester fidèle à elle-même, une institution constante dans son action et toujours essentielle, même si chaque jour elle aborde des questions nouvelles et se trouve de ce fait confrontée aux défis que chaque époque impose. Je voudrais mentionner ici le grand poète japonais du XVIIe siècle, Bashô, qui s'est longuement attardé sur le contraste toujours vivant entre la permanence fondamentale des choses (Fueki) et les évolutions et transformations propres à chaque époque (Ryuko). En d'autres termes, ce qui doit changer change quoi qu'il en soit et ce qui ne doit pas changer ne changera pas.

Ce principe s'applique à l'UNESCO dont la noble mission se poursuit.

Madame la Présidente,
Monsieur le Président,
Mesdames et messieurs,
Monsieur le Directeur général et cher ami,

En ce jour où j'accepte la lourde responsabilité de vous succéder au poste de Directeur général, je tiens à vous exprimer, au nom de nous tous, notre respect et notre reconnaissance pour l'oeuvre que vous avez accomplie pendant douze ans.

Vos derniers ouvrages, *Un monde nouveau* et *Los nudos gordianos*, resteront pour nous une source d'inspiration toujours vivante qui nous incitera à nous engager encore plus résolument pour la défense des idéaux de l'UNESCO.

Votre action, Monsieur le Directeur général, s'inscrit désormais dans la perspective d'une oeuvre immense, appelée à transcender notre destin individuel. A cet égard, je souhaiterais citer un grand poète chilien du XXe siècle, universellement reconnu, et qui est un de vos auteurs favoris, Vicente Huidobro :

"Les fleurs et l'herbe s'en vont
le parfum parvient à peine, tel un tintement venu d'ailleurs,
d'autres regards et d'autres voix nous viennent
une autre eau dans le fleuve
d'autres feuilles soudain dans le bois
(...)
Mon coeur débordera sur la terre
et l'univers sera moncoeur."

Madame la Présidente,
Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

Huidobro aurait pu être bouddhiste et faire écho à Bashô en évoquant ainsi le caractère nécessairement changeant de la surface des choses qui elles, en profondeur, doivent rester inchangées.

Une tradition très ancienne et chère à toutes les civilisations veut qu'il existe un lien difficilement perceptible entre l'harmonie intérieure de l'être humain et l'équilibre du monde naturel qui l'entoure, comme si l'être humain projetait sur le monde son propre trouble ou sa paix intérieure. Un des principes qui sous-tend la morale japonaise est précisément l'existence de cette harmonie, que nous appelons wa - notre prononciation du caractère chinois hé. Cette profonde croyance dans l'harmonie est toujours la nôtre aujourd'hui. En tant que Directeur général, je voudrais faire régner l'esprit duwa grâce auquel les tensions devraient disparaître non pas par le conflit mais par l'harmonie, certes en chacun de nous mais aussi en étant à l'écoute du monde naturel qui nous entoure et en accord avec lui.

Dans le tourbillon de cette époque en mutation, restons résolument fidèles à notre mission permanente : élever les défenses de la paix dans l'esprit des hommes.

Je vous remercie.